

# Alain Juppé

## « J'ai passé l'âge des plans de carrière »

Entre une réception d'opposants syriens et un retour dans sa ville de Bordeaux, le seul ministre d'Etat du gouvernement prend le temps d'un vaste tour d'horizon. Comme sa parole compte de nouveau, il aborde tous les sujets : la crise européenne, bien sûr, mais aussi les suites incertaines du printemps arabe, la campagne présidentielle de 2012, la place des élites, la fiscalité, jusqu'au sort de l'UMP – son UMP –, dont il fut le principal initiateur. Il se laisse aller à un coup de griffe à Jacques Chirac, qu'il retirera aussitôt. Voici Alain Juppé tel qu'il est : libre, sauf peut-être de lui-même.

### Sous-estime-t-on la gravité et l'enjeu de la crise que traverse l'Europe ?

► Tout le monde est conscient que la crise est extrêmement grave et qu'elle peut remettre en question tout ce que nous avons construit, non seulement depuis une vingtaine d'années – l'adoption du traité de Maastricht –, mais aussi depuis la fondation de la Communauté européenne. C'est une crise existentielle pour l'Europe : il faut mobiliser toutes nos énergies pour la surmonter. Mais la crise peut aussi être une chance pour notre Europe, qui commençait à dériver sérieusement, et pour la France – il est temps d'en finir avec de mauvaises habitudes dans la gestion de nos finances. Je crois que les Français le comprennent et qu'ils savent qu'il y a un chemin et un pilote.

### Parmi les scénarios moins optimistes, y a-t-il celui d'une explosion de la zone euro ou d'un blocage complet ?

► L'explosion de la zone euro serait celle de l'Union européenne elle-même. Dans cette hypothèse-là, tout devient possible. Même le pire. Nous nous sommes flattés pendant des décennies d'avoir éradiqué tout danger de conflit à l'intérieur de notre continent, mais ne soyons pas trop sûrs de nous. La montée du populisme, des nationalismes, des extrémismes en Europe rend la construction de l'Union européenne plus vitale que jamais. Une Europe qui nous protège et nous renforce dans la mondialisation. Cela mérite que nous nous engagions à fond : ce devrait être un des grands débats de la présidentielle.

### Qu'est-ce que la « fédération européenne » que vous appelez de vos vœux ?

► Chacun en a de plus en plus conscience, en France et ailleurs : quand on a une monnaie unique, on ne peut pas se permettre d'avoir des politiques économiques aussi peu convergentes qu'actuellement. La première riposte, c'est donc d'aller plus loin dans l'intégration de la zone euro afin que les politiques économiques, budgétaires et fiscales soient davantage harmonisées. La France a fait des propositions importantes en ce sens. L'idée d'un gouvernement économique, encore taboue il y a deux ans, est aujourd'hui, grâce à nous, acceptée dans son principe. Autour de cette zone euro plus intégrée, il ●●●



**ALAIN JUPPÉ**  
A cinq mois de l'élection  
présidentielle, le ministre  
des Affaires étrangères plaide  
pour le rassemblement  
derrière Nicolas Sarkozy.



## « De qui attend-on des initiatives nouvelles pour l'Europe ? Des politiques, et non des marchés »

●●● faudra un système plus souple. La France et l'Allemagne doivent se mettre d'accord sur cette nouvelle architecture européenne. Avec l'euro, nous sommes allés trop loin pour ne pas aller plus loin. Et les Français savent ce que l'euro leur apporte.

### Rétrospectivement, y avait-il un défaut de fabrication dans la zone euro ?

► Oui, le traité de Maastricht n'a pas suffisamment insisté sur la nécessaire cohérence des politiques économiques. De fait, les critères prévus dans le pacte de stabilité n'ont pas été appliqués avec la rigueur qui aurait convenu. Face au ralentissement de l'économie, tous les pays se sont plus ou moins affranchis de cette discipline et des mécanismes permettant de contrôler le respect des critères ou de les faire appliquer. Le cas extrême est la Grèce, qui est, en grande partie, responsable de ce qui lui arrive – ce n'est pas une raison pour ne pas l'aider, bien entendu. D'autres pays ont pris leur liberté avec ce système, d'où la nécessité d'une plus grande intégration de la zone euro, qui porte sur des mécanismes renforcés permettant de vérifier que les engagements sont tenus.

### Au risque d'une Europe à deux vitesses ?

► Il ne s'agit pas de faire de la zone euro un club fermé. Certains pays ne veulent pas y entrer – la Grande-Bretagne, par

de ce point de vue, les politiques doivent être plus réactifs. Mais une grande partie de la solution viendra d'eux et non des marchés. En Europe, nous devons rétablir la confiance, car elle fait défaut. Et c'est aux politiques de le faire.

### Est-ce la confiance qui fait défaut, ou la gouvernance ?

► Les deux, s'agissant de la zone euro. La gouvernance est défectueuse et pêche essentiellement dans les délais : les marchés appellent des réactions dans la minute, mais le temps de réaction de la gouvernance européenne, c'est plutôt la semaine ou le mois. D'où la nécessité d'adopter des mécanismes plus rapides et plus opérationnels.

### La perte pour la France du triple A serait-elle une catastrophe ?

► Ce ne serait pas anecdotique. On parle de dictature des agences de notation... Elles sont certes critiquables et perfectibles, et elles agissent parfois en fonction de paramètres subjectifs ou politiques. Mais s'attaquer aux agences de notation revient à prétendre guérir la fièvre en cassant le thermomètre. Or, il y a un problème qu'il ne faut pas éluder : le surendettement. Un surendettement qui a aujourd'hui atteint sa limite. Nous devons réduire nos déficits en coupant dans les dépenses et en relevant les recettes, tout en évitant de tuer la croissance. ●●●

**DUO** La crise de l'euro a renforcé l'exigence d'unité du couple franco-allemand en Europe.

exemple – et d'autres ne le peuvent pas. A ceux-là, il faut bien proposer autre chose, afin de continuer à vivre ensemble.

**Le président de l'Autorité des marchés financiers, Jean-Pierre Jouyet, affirme que les citoyens finiront par se révolter contre la « dictature de fait » des marchés. Le politique a-t-il perdu la main ?**

► Non. C'est une des idées les plus répandues du moment. Mais enfin, à qui s'adresse-t-on aujourd'hui ? Aux politiques. De qui attend-on des initiatives nouvelles pour tenter de renouveler l'architecture européenne ? Des politiques, et non des marchés. Simplement, les processus de décision sont longs et,

► **Alain Juppé**  
EN  
7 DATES

**1945** Naît le 15 août, à Mont-de-Marsan (Landes). **1986** Ministre délégué au Budget. **1993** Ministre des Affaires étrangères. **1995** Premier ministre. **2007** Ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie. **2010** Ministre d'Etat, ministre de la Défense. **2011** Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères.



## « Je ne crois pas au clivage entre les élites arrogantes et le peuple émotionnel »

●●● C'est un pilotage très difficile et je trouve que la France le fait plutôt bien : alors que nous mettons en œuvre des efforts d'économies budgétaires sans précédent, nous injectons 35 milliards de crédits dans des dépenses d'avenir, d'investissement, de recherche...

### Une hausse de la fiscalité est-elle inévitable après la présidentielle ?

➤ Voilà deux ou trois ans que je prône la diminution des dépenses et l'augmentation des recettes : nous ne pouvions y échapper. Quant à l'après-2012, personne n'est capable de dire quel sera le niveau de croissance dans les deux ou trois ans à venir, or c'est le critère déterminant. La vraie variable d'ajustement vertueuse serait de retrouver un taux de croissance qui tende vers les 2 %. Et, un jour peut-être, 3 %. Dans ces conditions, je ne vais pas faire de pronostics pour l'après-présidentielle.

### Vous vouliez faire aimer la TVA aux Français...

➤ Je n'y suis pas encore parvenu.

### L'avez-vous fait aimer au moins au président ?

➤ Ça vient ! En tout cas, je plaide pour un débat national sur la nécessaire révolution fiscale. Aujourd'hui, notre système sur-taxe le travail. Une partie des prélèvements doit être reportée des revenus du travail vers la dépense et la consommation. La TVA n'est pas le pire des impôts, c'est même sans doute le meilleur : il ne taxe ni l'investissement ni l'exportation. Je comprends que la TVA puisse susciter une réaction de rejet : on la paie quoi qu'on achète, et l'argument selon lequel il frappe le pauvre comme le riche est un argument fort. Mais c'est un impôt vertueux à terme, car il peut soutenir l'activité économique, créer des emplois et donc être bénéfique aux plus modestes. Des personnalités de gauche partagent mon analyse.

### Entre les mandats de Jacques Chirac et de Nicolas

**ACCORD** « D'immenses qualités et quelques défauts » : pragmatique, Alain Juppé se défend d'être devenu sarkolâtre.

### Sarkozy, qu'est-ce qui prévaut, la rupture ou la continuité ?

➤ Sarkozy n'est pas Chirac, chacun a ses qualités et ses défauts. Il y a eu une rupture dans le style, c'est évident. Mais la crise a tout changé ! Elle a recréé de la continuité.

### Revenons à la politique étrangère. Dans le dossier du nucléaire iranien, l'usage de la force est-il un horizon envisagé ?

➤ Pas par nous. Comme l'a dit le président, il faut tout faire pour éviter l'irréparable. Une telle intervention aurait des conséquences catastrophiques dans la région. La France prône des sanctions qui soient vraiment de nature à paralyser le régime : gel des avoirs de la Banque centrale, embargo sur les exportations d'hydrocarbures. Américains et Britanniques ont commencé à faire mouvement dans ce sens.

### Lentement !

➤ Nous souhaitons une position commune, afin que la pression soit maximale. On ne peut pas accepter que les Iraniens continuent à nous mener en bateau.

### Vous évoquez la nécessité de maîtriser les finances publiques. Peut-on réformer l'Éducation sans dépenser plus ?

➤ Je défends deux propositions. Nos universités ont découvert que l'autonomie était une chance ; donnons maintenant plus de responsabilités aux chefs d'établissement du secondaire, pour qu'ils puissent par exemple dire leur mot dans le recrutement. Ensuite, conduisons un vrai changement dans le métier d'enseignant. C'est un magnifique métier qui mérite plus de considération. Ne pourrait-on débattre avec les enseignants des conditions d'exercice de leur profession, par exemple de leur temps de présence dans l'établissement ? L'effort supplémentaire demandé devrait être accompagné d'une meilleure rémunération – c'est cela, l'avenir, pas la création de 60 000 postes, mesure qui est maintenant apparue pour ce qu'elle est, un mensonge. Afin d'atteindre ces objectifs, une sanctuarisation du budget de l'Éducation paraît nécessaire.

### Vous aviez regretté certains passages du discours de Nicolas Sarkozy sur la sécurité, à Grenoble, en 2010. Craignez-vous que la campagne présidentielle soit propice à un durcissement du discours de la droite ?

➤ Durcir, ce n'est pas le problème, ce n'est pas l'attente des Français. Il y a des violences inacceptables, mais des outils existent déjà. Regardez les centres d'éducation fermés [CEF] : inutile de faire une nouvelle loi, augmentons leur nombre. Les préoccupations prioritaires des Français, ce sont l'emploi, l'éducation, l'environnement ; la sécurité et l'immigration arrivent très loin derrière. On me dit que ces deux derniers thèmes sont des sujets sur lesquels les Français pensent que le gouvernement peut agir, alors qu'il ne pourrait rien faire par ailleurs. Je ne suis pas très convaincu par cet argument. ●●●

# Printemps arabe : la ligne Juppé

**Vous avez appelé, en avril, au nom de la France, à l'ouverture d'un dialogue avec les mouvements islamistes dans le monde arabe. Face à l'évolution des événements en Libye, en Egypte et en Tunisie, craignez-vous que les partis religieux ne participent à une restauration autoritaire ?**

➤ Je ne connais pas de révolution qui se déroule comme un long fleuve tranquille. Nous avons raison de soutenir l'aspiration des peuples à s'exprimer et à choisir eux-mêmes leurs dirigeants. Ce sont nos valeurs et nos intérêts. On ne peut pas encourager les peuples à procéder à des élections, puis en contester le résultat. J'ai conscience des risques, mais, pour autant, tout parti qui se réfère à l'islam n'est pas a priori dangereux. Je suis attaché à la laïcité française, mais l'Allemagne a un concordat, la reine d'Angleterre dirige l'Eglise anglicane... Or, la plupart des pays arabes ont l'islam pour religion. Restent des lignes rouges et nous serons



K. DESOUKI/AP

## IMPATIENCE

En marge des élections législatives, les manifestants de la place Tahrir, au Caire, réclament la remise du pouvoir aux civils.

inquiétantes. Nous n'avons pas à imposer un modèle de démocratie, mais nous affirmons un certain nombre de valeurs fondamentales, qui sont d'ailleurs inscrites dans la Charte universelle des Nations unies, et ferons attention à ce que ces principes soient respectés. Et comme nous allons nous engager fortement dans l'aide à ces pays, nous sommes fondés à veiller à ce qu'ils respectent ces principes fondamentaux. ●

vigilants. Les élections, on peut les gagner, mais on peut aussi les perdre ; pour nous, on ne peut confisquer le pouvoir au nom de Dieu, car le pouvoir, c'est le peuple. S'ajoute la nécessité de construire un Etat de droit avec la séparation des trois grands pouvoirs, et qui doit prendre en compte les droits de l'homme, le respect des minorités, le droit des femmes...

**Le Premier ministre tunisien a parlé d'un sixième califat...**

➤ Il y a eu des déclarations

●●● **Nicolas Sarkozy dénonce régulièrement l'« arrogance des élites ». Partagez-vous son sentiment... ou vous sentez-vous visé ?**

➤ Bien sûr que les élites sont arrogantes – pas seulement les élites politiques, remarquez. Les gens brillants ont la conviction de détenir la vérité. Mais je ne crois pas à ce clivage entre les élites arrogantes et le peuple émotionnel. Les gens sont intelligents, ils ont du bon sens, on peut leur parler le langage de la vérité. Le seul remède à l'arrogance, c'est la pédagogie.

**Avez-vous tiré du précédent de 1995 que passer du Quai d'Orsay en période de campagne présidentielle à Mignon relevait de la mission impossible ?**

➤ Je ne me projette pas au-delà du second tour. J'ai fait un choix entre 2007 et 2010, j'ai mis du temps à le faire. Je vais soutenir activement et loyalement Nicolas Sarkozy en 2012. Après, on verra. J'ai passé l'âge des plans de carrière.

**Qu'êtes-vous prêt à faire pour éviter, aujourd'hui ou en 2012, l'éclatement de l'UMP ?**

➤ C'est une vraie question. La Droite populaire s'est organisée, la droite « humaniste » et la droite « libérale » le font aussi. Est-ce la bonne réponse ? Le maître mot, aujourd'hui, c'est le rassemblement, l'unité, la priorité donnée aux enjeux collectifs par rapport aux carrières individuelles. Vous allez me dire que je tombe dans la naïveté. Mais des gens doivent rappeler

*« Président sortant, Sarkozy doit tenir un discours rassembleur »*

cela sans cesse. Si je peux faire quelque chose, c'est dire cela. **Avez-vous compris où en est votre ancien directeur de cabinet et successeur à Mignon, Dominique de Villepin ?**

➤ Il a plutôt aujourd'hui un pied dans l'unité que dans l'aventure personnelle. Je l'incite à persévérer.

**Un message à votre voisin du Sud-Ouest, François Bayrou ?**

➤ Je connais ses idées et ses valeurs. Je suis convaincu qu'un jour ou l'autre il rejoindra la famille.

**Quelle est la principale qualité de François Hollande ?**

➤ Sans doute est-il sympathique – je ne le connais pas personnellement. Mais, comme je l'avais dit au lendemain de la primaire, il a mangé son pain blanc. Ses camarades s'occupent de lui et toutes ses thématiques sont dépassées ou à côté de la plaque. Aucun parti en Europe, même de gauche, ne promet de baisser l'âge de la retraite !

**De Sarkozy, vous avez dit : « Il est meilleur tacticien que stratège. » Un conseil pour sa future campagne ?**

➤ Je veux éviter, même au prix de la langue de bois, de créer des dissensions. Certains trouvent que je suis devenu sarkolâtre. Je n'ai pas changé mon jugement sur l'homme, avec ses immenses qualités et quelques défauts. Je veux l'aider. Il a trois grands atouts : un bon bilan ; dans la crise il voit juste et il tient le cap ; et il a une vraie force d'entraînement. Si vraiment je dois lui donner un conseil, je lui dirai : parce qu'il est président sortant, il doit tenir un discours rassembleur – ce qu'il fait. ●